



CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL :
La Direction générale entre « hors sujet » et réponse scandaleuse !
**LA CGT CLAQUE LA PORTE
DU COMITE DE SUIVI !**

Au début de cette réunion du 9 juillet, la CGT Finances publiques a fait la déclaration suivante :

Cette réunion ressemble à la conférence sociale. Ce sont les revendications patronales qui sont sur la table et celles des organisations syndicales délibérément ignorées. La seule différence sera dans l'absence du MEDEF que nous ne regretterons évidemment pas.

Lors des réunions précédentes nous avons déjà exprimé le sentiment que nous tournions en rond. Mais cette fois ci vous passez manifestement un cap.

La philosophie générale des documents que vous nous avez fournis relève de deux logiques que nous ne pouvons cautionner :

Il s'agit d'une part de la recherche d'économies de moyens à tous crins au risque de faire régresser la prise en compte des risques sur la santé des agents. Nous visons ici votre volonté de faire passer dans le Duerp le diagnostic agents d'une fréquence annuelle à une fois tous les deux ans. Nous avons déjà indiqué tant au niveau DGFIP que ministériel notre opposition à cette mesure.

Il s'agit d'autre part de faire passer en amélioration des conditions de vie au travail, des dispositions qui n'ont d'autre objectif que de faire collaborer les agents à la politique de régression que la direction générale met en œuvre sous l'égide de la démarche stratégique. Nous visons là votre prétendue méthodologie de développement et d'accompagnement des grands projets de la DGFIP.

Non contents de ne pas répondre aux difficultés des agents et des services, vous prétendez aujourd'hui améliorer leur sort par une démarche usée jusqu'à la corde : celle de la participation.

Pour le reste , le sentiment de « tourner en rond » se confirme au regard des attentes de nos collègues. Tout simplement parce que vous ne mettez rien sur la table en termes de moyens humains et financiers pour améliorer la vie des services. Il n'y a rien de nouveau et rien de concret dans vos fiches qui puisse amener réellement un agent à se dire : « ça , ça va nous permettre de mieux vivre au travail ou de mieux faire notre travail ».

Ce ne sont pas la mise en place d'une mission « conditions de vie au travail », une nouvelle promesse d'écoute et de soutien aux cadres (dont un certain nombre nous disent qu'ils en ont par dessus les oreilles et ne lui accordent aucune crédibilité) la mise en place de la médiation sociale et le développement de la communication locale sur la pertinence des « outils « conditions de vie au travail » qui changeront leur vie quotidienne de plus en plus difficile.

En fait à la lecture de vos documents, on se rend compte qu'à défaut de répondre aux problèmes, vous ne faites que recycler sous diverses formes des éléments déjà connus.

Une autre nouveauté réside aussi dans le suites que vous prétendez donner au baromètre social dont nous comprenons qu'il est maintenant une référence essentielle pour la Direction générale puisque vous y consacrer une grande partie de l'ordre du jour.

A cet égard, nous avons eu lors du dernier comité de suivi une présentation des premiers résultats commenté sous un angle plutôt positif. Mais à y regarder de plus près il y loin de la coupe aux lèvres. Tout est une question de lecture et nous allons prendre quelques exemples avec notre propre regard :

➤ 48% des agents disent que leur motivation au travail diminue

- 63% pensent qu'ils ne disposent pas du temps nécessaire pour accomplir correctement leur travail
- 74% disent qu'ils ne disposent pas du temps nécessaire pour prendre connaissance des informations
- 58% pensent que le climat social est mauvais
- 64% pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens
- 58% ne sont pas satisfaits de leur charge de travail
- 66% considèrent que l'attention portée aux conditions et à la qualité de vie au travail n'est pas assez importante.
- Quant à l'appréciation sur la question de l'amélioration des conditions de vie au travail dans le cadre de la démarche stratégique 51% pensent que ça ne va plutôt pas dans le bon sens.

Alors une question mérite d'être posée au regard de cette réalité là. **Pensez vous une seule minute que ce que vous proposez aujourd'hui est de nature à améliorer la situation ?**

En tout cas, pour la CGT, la réponse est négative.

Et puisque vous avez l'air de tenir à votre baromètre social nous faisons une suggestion de question pour la prochaine enquête : demander aux agents s'ils considèrent que depuis 2008 (période où la direction générale a accepté de discuter de ce dossier) leurs conditions de vie au travail se sont dégradées , améliorées ou sont restées constantes.

Nous considérons que vos projets sont donc hors sujet. Vos réponses à cette déclaration nous permettront d'apprécier si vous êtes prêts à des évolutions. Nos demandes portent sur trois points :

- L'abandon de la démarche diagnostic agent sur deux ans pour le Duerp ;
- la suppression de l'accusation de harcèlement de la direction de la part des organisations syndicales, dans le Duerp des Bouches du Rhône, demande maintes fois réitérée et toujours sans réponse ;
- l'abandon de la mesure N° 3 sur la méthodologie de développement et d'accompagnement des grands projets de la DGFIP.

Nous concluons en disant que la CGT est toujours disponible pour l'amélioration des conditions de vie au travail mais a une condition essentielle que vous mentionnez vous même dans la fiche N°2, je cite « dès lors que les agents en perçoivent les effets tangibles ». C'est très loin d'être le cas aujourd'hui.

Dans ses réponses, le Directeur des Ressources Humaines a considéré que les situations de souffrances au travail n'étaient pas en train d'exploser. Il a maintenu les positions de l'administration sur le diagnostic agent tous les deux ans pour le Duerp. Il a maintenu la fiche sur l'accompagnement des réformes régressives.

Concernant le Duerp des bouches du Rhône, il a indiqué que la Direction générale n'est pas là « pour faire du tri », qu'elle n'entend pas jouer les « censeurs » et qu'elle se voulait « respectueuse de l'expression de tous les agents ».

A la suite d'une interruption de séance demandée pour les organisations syndicales, la CGT Finances publiques a indiqué que les propos de l'administration fermaient la porte à toute possibilité de discussions sur des solutions concrètes pour l'amélioration des conditions de vie au travail. Elle a aussi dénoncé la réponse scandaleuse faite sur le Duerp des Bouches du Rhône à fortiori quand on sait que la cotation de cette mention a été classée en risque A (risque mortel)

Dans cette situation, la CGT Finances publiques a décidé de quitter la réunion.

Ce blocage de la Direction générale est révélateur d'une démarche de réduction des dépenses et de poursuite des suppressions d'emplois.

Plus que jamais, elle appelle l'intervention et l'action collective afin de faire prévaloir d'autres choix répondant aux besoins de développement du service public et des agents qui le font vivre au quotidien.